

LOIRE/HAUTE-LOIRE

Comment fonctionne pour demandeurs d'a

Mis sous les projecteurs par l'affaire de Saint-Brévin, les Centres d'accueil de demandeurs d'asile (Cada) sont des structures destinées à accueillir les migrants pendant que leur demande est examinée. Comme les Hébergements d'urgence pour demandeurs d'asile (Huda), leur gestion est déléguée à des associations. Le principal gestionnaire dans la Loire et en Haute-Loire est l'Entraide Pierre-Valdo, présente dans le département depuis 1995.

L'Entraide Pierre-Valdo est la principale association gérant l'hébergement des demandeurs d'asile dans nos départements. Elle gère trois Cada ou Huda en Haute-Loire, avec un peu moins d'une centaine de places, et neuf structures dans la Loire, disposant d'un peu moins d'un millier de places.

Née en 1948 à Lyon, l'Entraide Pierre-Valdo accueille des demandeurs d'asile dès 1974. « À l'époque, il s'agit des Chiliens qui fuient la dictature de Pinochet », expli-

que le directeur général, Sid-Ali Zaïr. « L'association est le premier Centre provisoire d'hébergement (CPH) de la région à cette époque. »

Un logement en autonomie, un accès à la santé

En 1995, l'Entraide ouvre son premier Huda à Andrézieux-Bouthéon. C'était un nouveau dispositif mis en place par l'État. « Nous nous en sommes saisis tout de suite, car il correspondait à nos objectifs. Nous l'avons implanté sur cette commune car il y avait des bâtiments que nous pouvions occuper », raconte Sid-Ali Zaïr. Tout s'est bien passé depuis, d'après Jean-Claude Schalk, maire de 1998 à 2020 : « La seule difficulté, c'est que les enfants entrent ou quittent l'école en cours d'année et que ça désorganise les classes. »

Les migrants disposent de leur propre appartement, sont autonomes, et reçoivent l'allocation demandeur d'asile. Ils sont accompagnés dans leur démarche, et ont accès à santé physique et psychologi-

que : « Beaucoup d'entre eux ont subi des traumatismes dans leur pays d'origine. Les bénévoles font le lien avec l'extérieur. Ils proposent aux exilés des cours d'alphabétisation ou des activités sportives. Les associations caritatives fournissent de la nourriture. »

Une structure réglementée par l'État

Les missions des Cada et les conditions d'accueil sont réglementées. « Les migrants sont orientés vers les Cada par l'Office français de l'immigration (OFI). Ceux qui sont déboutés définitivement de leur droit d'asile doivent partir après un mois. »

Pour le directeur, il n'y a pas de problème avec les habitants des communes où les Cada sont implantés. « Nous sommes là depuis longtemps. On fait partie du paysage. Il peut y avoir des problèmes au sein des structures, mais rien d'incontrôlable. Au contraire, les habitants font plutôt preuve de solidarité. »

Elio PROPHETTE



Le centre d'accueil du Chambon-sur-Lignon et de la Haute-Loire, il est géré par l'Entraide Pierre-Valdo.

Saint-Denis-de-Cabanne : « Il y a eu des tensions, jusqu'à l'arrivée des migrants »

René Valorge, maire de Saint-Denis-de-Cabanne, a tout gardé de l'époque où sa commune a accueilli un Centre d'accueil et d'orientation pour les mineurs non-accompagnés (Caomi), entre novembre 2016 et février 2017. « J'y ai repensé en entendant ce qu'il s'est passé à Saint-Brévin (Loire-Atlantique) », glisse-t-il.

À la suite du démantèlement de la jungle de Calais, les migrants sont répartis à travers toute la France. « Le centre de vacances EDF au château de la Durie, vide la majeure partie de l'année, a été réquisitionné par la préfecture. J'ai appelé des communes qui avaient vécu ça. Mes homologues m'ont dit : "Tu vas recevoir des insultes, des menaces de mort. Il va falloir tenir jusqu'au moment où les migrants vont arriver, dès lors tout se passera bien." Et ça s'est vérifié. »

Un Comité citoyen créé pour préparer l'accueil

Après l'annonce de la réquisition, le maire a organisé une réunion publique pour informer la population. « Des groupuscules d'extrême-droite sont venus de l'extérieur pour faire de l'agitation. J'ai vu que le climat de



Le château de la Durie à Saint-Denis-de-Cabanne a accueilli des demandeurs d'asile entre novembre 2016 et février 2017. Archive Progrès/Philippe VACHER

tension ne permettrait pas d'avancer. J'ai demandé que les gens de bonne volonté, pour ou contre le Caomi, se rendent en mairie pour former un Comité citoyen. »

Ce Comité a rassemblé 80 personnes. « Il a planché sur des questions à soumettre aux autorités. Les réponses ont été apportées, et nous les avons communiquées aux habitants via des flyers postés dans les boîtes aux lettres. »

« Les dangereux djihadistes étaient des chrétiens orthodoxes »

Ce sont 66 personnes, Érythréens, Soudanais et Somaliens qui sont arrivés le 7 novembre. « Certains ont directement traversé le village pour aller à l'église. Les djihadistes qu'on nous annonçait étaient des chrétiens orthodoxes. »

Un réseau de bénévoles s'est créé autour des Caomi.

« Il y a eu des collectes de vêtements, des cours d'alphabétisation, des séances de sport, etc. »

Les migrants ont gardé à l'esprit leur objectif initial : le Royaume-Uni. « Une douzaine a pu le rejoindre légalement. D'autres, sont repartis sur la route. Il n'y en a qu'un ou deux qui sont restés dans le coin. »

Le dernier réfugié a quitté le château de la Durie le 23 février 2017.